

« La Gauche en Europe : continuités et mutations »

(Centre d'histoire de Sciences Po, 19 septembre 2013)

Pierre-Emmanuel Guigo

Cette journée d'études prend place dans une série de trois journées consacrées à la politique italienne, série débutée avec le colloque organisé à la Maison d'Italie de la Cité universitaire sur « Les présidents français et italiens », suivi d'une journée d'étude à Sciences Po sur « Bruno Trentin et la gauche française », avant cette séance consacrée à la « Gauche en Europe ». Celle-ci fait suite à la publication du n° 41 (septembre-décembre) de la revue *Memoria e Ricerca* sur le clivage droite-gauche en Europe et son évolution depuis la Seconde Guerre mondiale : « Destre e sinistre. Le culture politiche del Novecento nell'Europa mediterranea ». Alain Bergounioux introduit la séance en soulignant l'importance de cette étude de l'identité de la gauche en pleine recomposition, tout particulièrement depuis 1989. Maurizio Ridolfi présentant la revue et son axe principal plaide pour une approche comparative et transnationale. Il souligne l'importance de définir les deux champs politico-culturels que sont la gauche et la droite. Marc Lazar rappelle la crise que subit l'histoire politique à l'heure actuelle en raison d'un désintérêt croissant au sein de la société à l'égard du politique et de l'attrait plus grand de nouvelles thématiques en histoire (genre, culture, mondialisation) et se félicite donc de cette étude sur la gauche. Il montre ainsi comment les études actuelles sur l'histoire des gauches permettent de renouveler l'histoire politique. Il met en avant quatre axes qui doivent être prolongés : la prise en compte de ce qui constitue la base de la politique, c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir ; repenser le culturel ; connecter la politique avec les réalités sociales ; repenser la question de l'espace dans son rapport au politique. Il souligne enfin les deux axes principaux qui ont guidé la revue : l'histoire des familles ou des cultures politiques, et l'histoire des partis. Pour la première approche, il met en valeur les avancées notables qui ont été faites, mais met en garde contre un isolement de l'étude de ces familles les unes par rapport aux autres, alors qu'elles sont en interaction. L'étude des partis politiques doit selon lui se nourrir de cinq nouveaux axes : une liaison de ces partis au sociétal ; leur rapport aux politiques publiques ; mettre en valeur le rôle des experts ; étudier les évolutions internes des partis et de leurs dirigeants ; et enfin le rapport des partis au genre.

Nicolas Roussellier dans son intervention interroge le rapport de la gauche française aux institutions. La gauche française semble avoir subi les institutions et les constitutions bien plus qu'elle ne les a influencées (à l'exception de la Constitution de 1946). En outre, par fidélité à la culture républicaine, elle aurait rejeté toute évolution institutionnelle jusqu'aux années 1970, y compris la V^e République. L'historien souligne que cela n'a pas empêché, bien au contraire, de penser les

moyens de renforcer l'exécutif. Plutôt que de regarder les constitutions écrites, il nous invite à observer les gouvernements au travail et souligne ainsi que la gauche a été à la pointe des évolutions constitutionnelles entre le Front populaire et la V^e République. Ces évolutions leur permettent d'adapter le système, sans pour autant réaliser une réforme globale comme voulue par une part de la droite, André Tardieu en particulier. Celles-ci se caractérisent d'abord par la réforme de la technique gouvernementale, et ce à partir de la Première Guerre mondiale, puis est prolongée avec le Front populaire, avant d'atteindre l'Élysée d'après-guerre où Vincent Auriol se dote de notes de synthèse sur de nombreuses thématiques afin de pouvoir intervenir sur le fond des débats lors des conseils des ministres. Léon Blum veut également réhabiliter l'autorité du chef de gouvernement, il n'hésite pas à parler de celui-ci comme d'un « monarque républicain », tout en précisant que les pouvoirs exceptionnels qu'il pourrait avoir seraient temporaires et délimités. L'utilisation des pleins pouvoirs est d'ailleurs une pratique utilisée par la gauche, que l'on pense à Léon Blum mais aussi à Camille Chautemps, Édouard Daladier ou encore Pierre Mendès France après guerre. Ce renforcement du pouvoir exécutif passe aussi par le renforcement du pouvoir réglementaire avec l'invention des lois-cadre. Léon Blum les utilise en particulier pour mettre la décision économique, qui nécessite célérité, entre les mains du gouvernement. Enfin, le gouvernement s'appuie à partir de l'entre-deux guerres sur des experts qui aident à façonner des politiques publiques. Ainsi, la pratique de la démocratie parlementaire évolue-t-elle. La priorité va à l'excellence de la politique sociale, plutôt qu'à l'excellence du processus législatif.

Roberto Colozza compare les gauches française et italienne, autour de trois concepts : identités, conflits et persistances. L'après-guerre souligne très rapidement les contrastes entre gauches française et italienne, cette dernière s'unifiant, à l'exception des sociaux-démocrates, autour du Parti communiste italien (PCI) par crainte d'un fascisme qui hante encore les esprits. La croissance économique et la déstalinisation vont rompre ces liens privilégiés entre forces de gauche italiennes. Les années 1960 sont ainsi marquées dans les deux pays par des scissions du mouvement socialiste : le Parti socialiste unifié (PSU) pour la France et le Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP) en Italie. Au-delà des apparences communes (positionnement politique à la gauche des Partis socialistes), le PSIUP reste très proche dans son modèle organisationnel du PCI, alors qu'au contraire, le PSU rejette tout autant SFIO que Parti communiste français (PCF). L'absence d'un grand parti chrétien-démocrate en France rend le ralliement des chrétiens de gauche au socialisme plus précoce. Mais alors qu'en Italie cette intégration se fait aisément, car elle est nécessaire pour les partis de gauche afin d'élargir leur assiette électorale, en France elle rencontre la tradition anticléricale d'une partie de la gauche.

Au début des années 1970, les gauches des deux pays prennent des chemins très divergents. Alors qu'en France se façonnent le renouveau du PS et la signature avec le PCF du programme commun, en Italie, le PCI met en avant le « compromis historique » pour arriver au pouvoir aux côtés de la Démocratie chrétienne (DC). Roberto Colozza souligne que ces divergences sont liées aux contextes nationaux différents, le « compromis historique » étant le seul moyen pour le PCI d'accéder au pouvoir. Pour la France, l'alliance avec le PCF est rendue possible par les contraintes moindres au niveau international, ainsi que par les meilleurs scores électoraux du PS sur le PCF à partir de 1978, qui font de ce dernier un subordonné. Loin d'une alliance entre les deux forces de gauche, en Italie, c'est une concurrence qui se met en place,

en particulier après la mort d'Aldo Moro, pour savoir lequel des deux mouvements gouvernera aux côtés de la DC. Les années 1980 marquent dans les deux pays la désillusion pour la gauche qui devient « gestionnaire du réel ». Cela se traduit par le « Bad Godeserberg rampant » du PS et par la chute du mur de Berlin. Mais alors qu'en Italie, le système politique est complètement reconfiguré au début des années 1990 avec une unification progressive des gauches vers le Parti démocrate, incarnation de la social-démocratie, en France, les grandes fractures se maintiennent. Massimo Asta croise enfin la culture économique du PCF et du PCI sur la période 1945-1964. Il relève entre l'après-Seconde Guerre mondiale et le début des années 1960, une série d'éléments communs et, plus généralement, malgré un certain décalage temporaire, une commune dynamique. La lecture de la crise du capitalisme et celle du rôle de l'État étant profondément liées et imbriquées, la phase des gouvernements d'unité nationale avec ses politiques économiques innovantes qui l'ont caractérisée représente une trop courte parenthèse pour que puisse se développer un changement durable et notable de la culture économique des deux PC. Le miracle économique qui touche les deux pays durant les « Trente Glorieuses » et la déstalinisation du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) obligent les deux partis à repenser leurs analyses de l'économie. Alors, qu'en France la ligne thorzienne refuse tout *aggiornamento*, en Italie, se dessine « une voie nationale vers le socialisme » qui envisage la mise en œuvre de réformes de structure. Malgré l'immobilisme apparent du PCF, on voit dans les deux partis émerger une pensée économique nouvelle face à la survivance du capitalisme. Au début des années 1960, les deux PC redécouvrent le rôle de l'État dans l'économie capitaliste, en commençant à se pencher, sur les questions de « la planification démocratique » et de la « programmation économique ».

Sante Cruciani étudie le rapport des gauches au processus de construction européenne. Loin d'une historiographie qui a surtout mis en valeur la place des chrétiens-démocrates et des libéraux dans le processus d'intégration européenne, il montre la part décisive des gauches dans les avancées de la construction européenne avec le traité de Rome (on pense au rôle de Guy Mollet), le soutien de Sicco Mansholt (leader socialiste néerlandais et commissaire à l'Agriculture de 1958 à 1972) à la Politique agricole commune, ou encore le rôle de Jacques Delors dans le développement d'une politique sociale européenne. Mais il montre aussi que la construction européenne est devenue dans les années 1980-1990 une pierre d'achoppement pour les gauches, devenant un sujet de clivage au sein même de la gauche. Selon lui, lorsqu'elle se replie sur les États-nationaux, elle connaît des défaites cuisantes, alors que ses succès sont corrélés avec la prise en compte des grands enjeux européens. Ainsi, la période 1999-2004 où la gauche était au pouvoir dans la plupart des grands pays européens semblait favorable à la mise en place des idées sociales pour la construction européenne. Mais ces espérances n'aboutirent pas dans un contexte international difficile. Il met toutefois en valeur le rôle du « Groupe Spinelli », composé de figures importantes de la social-démocratie européenne, qui plaide en 2001 pour un nouveau fédéralisme européen. Mais la guerre en Irak vient briser cette coalition possible pour l'Europe, avant que le TCE (Traité établissant une Constitution pour l'Europe) ne vienne achever de diviser les Socialistes européens. Sante Cruciani invite donc à une étude transnationale des gauches européennes dans leur rapport au processus d'intégration.